

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Est

Une publication du SER de Nairobi
Semaine du 13 novembre 2023

Régional

Africa Investment Forum: l'Afrique doit combler son déficit d'infrastructures

Lors de l'*Africa Investment Forum (AIF)*, portant cette année sur le thème : *Unlocking Africa's value chains*, a eu lieu du 08 au 10 novembre le *Market Days Event* à Marrakech portant sur le développement d'infrastructures durables sur le continent. L'*AIF* est une plateforme multipartite qui permet de regrouper et orienter des capitaux vers des secteurs critiques pour atteindre les Objectifs de développement durable sur le continent africain. Depuis son lancement en 2018, l'évènement a mobilisé près de 143 Mds USD d'investissements. L'investissement nécessaire au développement des infrastructures sur le continent serait de 130 à 170 Mds USD par an. Or, de ce total, le déficit de financement annuel est de l'ordre de 68 à 108 Mds USD. La rencontre a permis la signature par le Fonds Mohammed VI pour l'investissement (FM6I) avec la Banque européenne d'investissement (BEI) d'une lettre de mandat pour obtenir un financement de 500 MEUR, le déficit d'investissement est encore loin d'être comblé.

Comores

Forte hausse du commerce extérieur au 1^{er} semestre 2023 grâce aux exportations de girofles

Les exportations ont augmenté de 4,1% (soit un total de 7,9 Mds KMF) et les importations de 20,1% (86,7 Mds KMF) sur cette période. En conséquence, le déficit commercial des Comores s'est accru de 21,9%, atteignant 78,4 Mds KMF. Cette hausse des exportations a été portée par le dynamisme de la vente de girofles à l'étranger, atteignant 6,3 Mds KMF au 1^{er} semestre 2023, soit une hausse de 582,1%. A l'inverse, les exportations de vanille et de ylang-ylang ont diminué de respectivement 64,8% et de 28,7%. Au niveau des importations, les produits alimentaires ont connu une hausse de 18,7% au premier semestre 2023, les produits énergétiques ont cru de 26,4%, à cause d'une progression en volume de l'import d'hydrocarbures et de la hausse des cours mondiaux. L'import de biens d'équipements a progressé de 30,6%. En termes géographiques, les importations du 1^{er} semestre 2023 proviennent à hauteur de 42,8% du Moyen-Orient (principalement des produits pétroliers provenant des Emirats Arabes Unis), 27,9% d'Asie et 21,1% d'Europe. L'Afrique et l'Amérique représentent respectivement 6,9% et 1,2% des imports du pays.

Djibouti

Mise en orbite du premier nanosatellite djiboutien

Le premier nanosatellite « *made by Djibouti* » (dénommé Djibouti 1A) a été mis en orbite le 11 novembre 2023 depuis la base spatiale de Vandenberg aux Etats-Unis. Ce lancement devrait être suivi d'un deuxième au premier semestre 2024. Construits dans le cadre d'un partenariat entre le gouvernement djiboutien et le Centre Spatial Universitaire de Montpellier (CSUM), ces deux satellites se destinent à des applications concrètes économiques et environnementales, notamment la récolte de données climatiques. Pour rappel, un Mémoire d'entente (MoU) avait été signé entre Djibouti et la *Hong Kong Aerospace Technology Group* le 9 janvier 2023 pour la conception et l'exploitation de plateformes de lancement de satellites et de fusées dans la région djiboutienne d'Obock (investissement d'1 Md USD sur 5 ans).

Ethiopie

Un accord de principe pour la suspension de la dette obtenu auprès du comité des créanciers bilatéraux

Le ministre des Finances a annoncé mercredi 15 novembre avoir obtenu un accord de principe auprès des créanciers bilatéraux au titre du *G20 Common Framework* sur une suspension provisoire du service de la dette. La demande de suspension est intervenue dans le cadre des négociations toujours en cours d'un programme FMI. Le Ministre a précisé que les conditions de remboursement du montant suspendu permettront un allègement du service de la dette pendant la durée du programme FMI, tout en évitant un regroupement des échéances après le programme. Les autorités éthiopiennes avaient indiqué en août 2023 avoir obtenu un accord de suspension du service de la dette auprès de la Chine pour l'année fiscale 23/24.

USAID annonce la reprise de l'aide alimentaire humanitaire

Après 5 mois d'interruption, USAID a indiqué le 14 novembre, reprendre à partir du mois prochain ses livraisons d'aide alimentaire en Ethiopie. L'agence américaine et le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations unies avaient suspendu leur aide en juin dernier après la découverte de détournements massifs de denrées alimentaires, impliquant le gouvernement éthiopien, à l'échelle nationale. La reprise de l'aide intervient après l'engagement du gouvernement éthiopien à : (i) faciliter pour les partenaires humanitaires l'identification des personnes les plus vulnérables; et (ii) fournir un accès sans entrave aux sites de stockage et de distribution à l'USAID et aux observateurs externes. L'USAID et le PAM ont par ailleurs mis en place des réformes pour améliorer l'enregistrement des bénéficiaires et faciliter le suivi des dons de céréales.

Commande de 11 Airbus A350-900 par Ethiopian Airlines

Ethiopian Airlines a annoncé la commande de 11 *Airbus A350-900* supplémentaires le 15 novembre lors du Salon aéronautique de Dubaï. La compagnie aérienne confirme ainsi sa position de premier client africain du constructeur pour les modèles *A350* avec 20 *A350-900* déjà intégrés à sa flotte et 4 *A350-1000* en commande (livraison prévue d'ici fin 2025). Cette commande fait partie d'une commande d'ampleur du groupe (la plus importante de son histoire) qui regroupe, en l'état des annonces faites lors du Salon, l'achat de 42 aéronefs en ferme (11 *Airbus A350-900*, 11 *Boeing 787 Dreamliner* et 20 *737 Max*) et des options d'achat sur

15 Boeing 787 Dreamliner et 21 737 Max. Cet achat vise à donner corps et crédibilité à la stratégie 2035 de la compagnie, qui prévoit un quasi-doublement de sa flotte à cet horizon (140 à 271 appareils).

Kenya

Le FMI conclut un accord dans le cadre de la sixième revue de l'EFF et de l'ECF, ouvrant à une hausse de l'accès de 938 MUSD

Le 16 novembre, l'équipe du FMI a publié un communiqué actant la hausse exceptionnelle de 938 MUSD du prêt accordé au Kenya dans le cadre du programme existant (au titre des facilités *EFF* et *ECF*). Il porterait le montant total du programme à environ 4,43 Mds USD. Cette hausse est liée au contexte de hausse des besoins de financement (3 Mds USD), principalement imputable à l'échéance de remboursement de l'euro-obligation de 2 Mds USD en juin 2024 et exacerbée par la dépréciation significative du KES (-28,9 % par rapport à l'USD depuis janvier 2023), alors que les coûts d'accès au marché sont devenus prohibitifs (taux d'intérêt de 15,2 % au 26 octobre pour l'euro-obligation 10y 2024). Outre le FMI, la Banque mondiale devrait également réitérer son soutien au Kenya avec un nouveau DPO.

En octobre 2023, les revenus fiscaux ont augmenté de 19,4 % par rapport à leur niveau de 2022

En octobre, les recettes fiscales ont augmenté de 19,4 % par rapport à la même période l'année dernière, pour atteindre 170,5 Mds KES ¹(contre 142,8 Mds KES). Ainsi, l'administration de William Ruto commence à récolter les bénéfices du durcissement de la fiscalité dans le cadre de mesures soutenues par le FMI. Il s'agit notamment de: (i) la taxe pour la promotion des exportations et des investissements (*Export and Investment Promotion Levy*) ; (ii) la taxe sur les actifs numériques (*Digital Assets Tax*) telle la vente en ligne de contenu, de musique, de photos etc. ; (iii) le doublement de la TVA (à 16 %) sur les produits pétroliers ou encore (iv) le prélèvement d'1,5 % (sur la fiche de paye des salariés) au titre du fonds pour le logement. Cependant, il est à noter que l'augmentation des revenus fiscaux en octobre intervient alors que les chefs d'entreprises, se plaignant de la forte hausse des taxes et de l'inflation, ont déclaré en septembre le plus haut niveau de suppression d'emplois depuis la pandémie de Covid-19.

Le Président William Ruto a tenu le 9 novembre son premier discours sur l'état de la nation

Le Président William Ruto a profité de son premier discours sur l'état de la nation devant le Parlement pour défendre les réformes économiques de son administration (soutenues par le FMI), accusées de contribuer à la hausse du coût de la vie dans le pays. Face à un service de la dette accaparant une part croissante des recettes, William Ruto cherche à consolider le soutien du FMI et la Banque mondiale en menant à bien des réformes. Le Président a annoncé le remboursement anticipé d'environ 300 MUSD sur l'euro-obligation de 2 Mds USD arrivant à échéance en juin 2024. Enfin, il s'est attaché à rappeler les mesures sociales mises en place par son gouvernement: développement de crédits abordables et du *Hustler Fund*, réduction du coût des engrais etc. Ainsi, si le discours a permis de partiellement calmer les marchés, le maintien de mesures impopulaires

¹ [The Gazette Kenya](#)

telles que le doublement de la TVA sur les carburants, représente un fort risque politique pour le Président kenyan.

Madagascar

Forte hausse de 64 % des exportations minières malgaches en 2022

Selon le rapport annuel de la Banque centrale malgache (*BFM*), la valeur totale des exportations minières de Madagascar s'établissait en 2022 à 1,32 Md USD, en forte hausse (+64%) par rapport à 2021 (803 MUSD). Cette croissance s'explique principalement par l'amélioration des performances du projet Ambatovy, produisant du nickel et du cobalt. Ces deux minerais représentent 83 % de la valeur totale des exportations (1,09 Md USD contre 608 MUSD en 2021) et connaissent une croissance de 79 %. Ils devancent de loin l'ilménite et le zirconium (13 %), produits par la mine de QMM (166 MUSD, légère hausse de 3 %). La contribution des industries extractives dans le PIB a atteint 4,8 % en 2021. La crise sanitaire avait entraîné une chute de la production en raison de la suspension des principaux projets miniers (3 % du PIB en 2020). La production minière représentait près de 37 % des exportations du pays en 2022 contre 30 % l'année précédente.

Maurice

Forte reprise de l'activité pour une majorité des entreprises mauriciennes d'après une enquête du *Business Mauritius*

L'enquête BPS-3, réalisée par *Business Mauritius*, révèle que 98 % des entreprises du pays opèrent à un niveau similaire ou supérieur à leur fonctionnement pré-COVID en 2023. La majorité des entreprises (86 %) constate une stabilisation ou une augmentation de leurs ventes. Parallèlement, 83 % des entreprises envisagent un besoin accru de main-d'œuvre pour soutenir cette croissance, tandis que 66 % recherchent une expertise spécifique. Cependant, la difficulté de recrutement de personnel qualifié reste un défi majeur pour 64 % d'entre-elles. En termes d'innovation, 49 % des entreprises ont adopté des stratégies de réduction des coûts et d'optimisation de la productivité, tandis que 38 % ont réalisé des investissements significatifs dans leurs moyens de production, y compris l'infrastructure et l'équipement. Concernant le développement durable, 44 % des entreprises s'y engagent, avec un accent sur la gestion des déchets (60 %) et l'efficacité énergétique (53 %). Les principales préoccupations pour l'avenir incluent la hausse des besoins en personnel (83 %) et l'accès à de nouveaux marchés (55 %).

Ouganda

Tertiarisation de l'économie ougandaise, les services se renforcent

Selon le bureau des statistiques, le poids des activités de service au cours du dernier trimestre de l'année fiscale 2022/23 s'est renforcé confirmant le déclin relatif des secteurs industriel et agricole. Les services génèrent désormais 42,6 % de la valeur ajoutée contre 41,8 % un an avant. L'industrie et l'agriculture atteignent désormais 27 et 21,9 % de la valeur ajoutée, le solde étant constitué de taxes. Si les dépenses de consommation finale ont reculé de 4,7 %, elles représentent néanmoins 74,8 % du PIB. La formation de capital fixe a elle augmenté de 9,6 % et assure 25,2 % de la valeur ajoutée nationale.

Holcim cède sa filiale ougandaise

Dans le cadre d'une stratégie de recentrage de ses activités, le cimentier suisse cède sa filiale ougandaise *Hima Cement* au conglomérat *Sarrai Group* (détenu par une famille indienne) pour un montant de 120 MUSD. Cette filiale ougandaise appartenait au groupe Lafarge devenu propriété d'Holcim en 2015.

Rwanda

Le Rwanda retire les concessions minières de 10 sociétés pour des manquements aux règles de sécurité

Le 13 novembre, le *Rwanda Mines, Petroleum and Gas Board (RMB)* a annoncé l'annulation immédiate ou le non-renouvellement de 13 concessions minières appartenant à dix sociétés minières différentes, accusées de « manquements graves et persistants » aux normes de sécurité, d'environnement et de travail. Pour rappel, le Rwanda fait partie des principaux pays miniers d'Afrique, avec près de 150 concessions minières en exploitation et des revenus qui ont atteint 951 MUSD entre janvier et septembre 2023 (dont près de 80 % issus des exportations d'or).

La route Kigali-Muhanga va être étendue grâce à un financement de 120 MUSD de la *Korea Eximbank*

La route reliant Kigali à Muhanga va être élargie après l'adoption d'une loi par le parlement ratifiant un accord de prêt de 120 MUSD (environ 150 Mds RWF). Cet accord a été signé entre le gouvernement du Rwanda et l'*Eximbank* de Corée (*Korea Eximbank*). Le ministre des Finances et de la Planification économique, Uzziel Ndagijimana, a déclaré que le prêt, extrêmement concessionnel, sera remboursé sur 40 ans avec un délai de grâce de 15 ans, à un taux d'intérêt de 0,01%. Le projet portera deux composantes principales : (i) la construction et la réhabilitation de certaines portions de la route, ainsi que l'édification de deux ponts supplémentaires et (ii) la mise à disposition de services de conseils (étude de faisabilité etc.).

Seychelles

Le gouvernement seychellois signe l'Accord de Samoa avec l'Union européenne

Le 15 novembre 2023, le ministre des Affaires Etrangères seychellois Sylvestre Radegonde a signé un nouvel accord de partenariat avec l'Union européenne (UE) et ses États membres ainsi que les 79 pays membres de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP), à l'occasion d'une session spéciale du Conseil des ministres de l'OEACP qui s'est tenue au Samoa. L'accord de Samoa est le nouveau cadre juridique qui régira ce partenariat pour les vingt prochaines années, et succède à l'Accord de Cotonou. Il établit des principes communs dans six domaines prioritaires : (i) démocratie et droits de l'homme, (ii) croissance et développement économique durables, (iii) changement climatique, (iv) développement humain et social, (v) paix et sécurité et (vi) migrations et mobilité. Il commencera à s'appliquer le premier jour du deuxième mois suivant sa signature.

Somalie

La Somalie se dote d'un plan national de télécommunications d'urgence

Ce lundi 13 novembre, le gouvernement somalien a lancé le Plan national de télécommunications d'urgence (NETP) développé avec l'assistance technique de l'Union internationale des télécommunications (UIT). Ce plan vise à mettre en place

un cadre de communication permettant de rationaliser la communication et les efforts en cas de catastrophe. En effet depuis la mi-octobre, le pays fait face à des inondations sans précédents, qui ont perturbé la vie de plus d'1,2 millions de personnes. Dans ce contexte, la Somalie veut utiliser les TIC pour mieux répondre à l'urgence des catastrophes naturelles, qui risquent de se multiplier avec le réchauffement climatique.

CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : Quentin DUSSART
quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Béatrice ALPERTE beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Julien DEFRANCE julien.defrance@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Gregory SIDRAC gregory.sidrac@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO annie.biro@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Jérôme BACONIN jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique de Nairobi

jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr, heloise.tournoux@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Nairobi et des SE de l'AEOI

Abonnez-vous : michael.mbae@dgtresor.gouv.fr ; nairobi@dgtresor.gouv.fr